

# - GUYANE -

## **BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE**

**Suivi de la conjoncture  
financière et bancaire**

**n° 130**

**4<sup>ème</sup> trimestre 2006  
(mars 2007)**

# Conjoncture financière et bancaire

## Sommaire

<i>Methodologie</i>	3
<i>1. Synthèse</i>	5
<i>2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit</i>	9
<i>3. Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	10
<i>Les placements des ménages</i>	11
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	12
<i>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	13
<i>4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	13
<i>L'endettement des ménages</i>	14
<i>L'endettement des entreprises</i>	15
<i>4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	16
<i>5. Risques sectoriels</i>	17
<i>6. Rappel des taux</i>	19
<i>6.1 Taux réglementés</i>	19
<i>6.2 Evolution des principaux taux de marché</i>	19
<i>6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	19
<i>6.4 Taux de l'usure</i>	19
<i>7. Monnaie fiduciaire</i>	20
<i>7.1 Emission mensuelle de billets euros</i>	20
<i>7.2 Emission mensuelle de pièces euros</i>	20

### 1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

### 2) L'enquête de conjoncture

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (9 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

### 3) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le département.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées. Les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

### 4) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement).

Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de

## Conjoncture financière et bancaire

---

France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers et entrepreneurs individuels essentiellement), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

### 5) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros<sup>1</sup> de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

<b>Secteurs</b>	<b>Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)</b>
Primaire	01 à 05
Industrie	10 à 37
Eau/Energie	40 à 41
BTP	45
Commerce	50 à 52
Transport	60 à 63
Activités immobilières	70
Services (hors immobilier)	55, 64, 71 à 74 et 90 à 93
Services financiers	65 à 67
Education	80
Santé, action sociale	85
Administrations publiques	75, 91 et 92
Divers	00 et 95 à 99

---

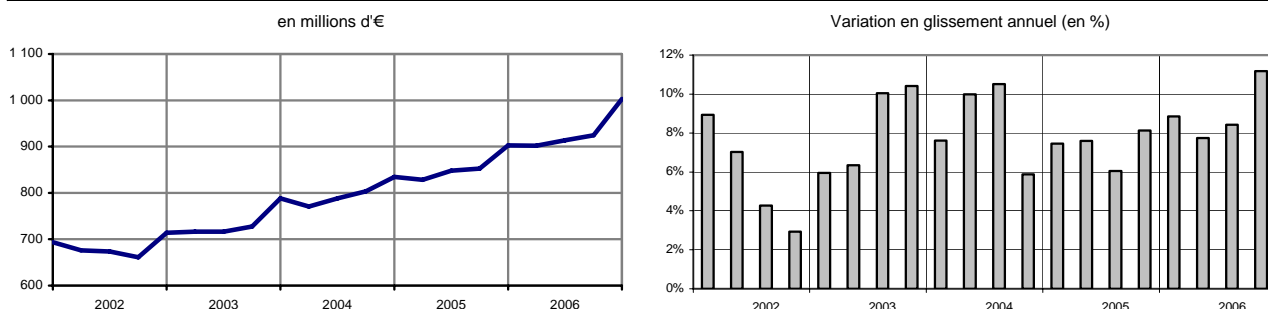
<sup>1</sup> Le seuil des déclarations s'élève à 25 000 € à compter du mois de janvier 2006.

## 1. Synthèse

### Les actifs financiers progressent de 11,2 % sur un an...

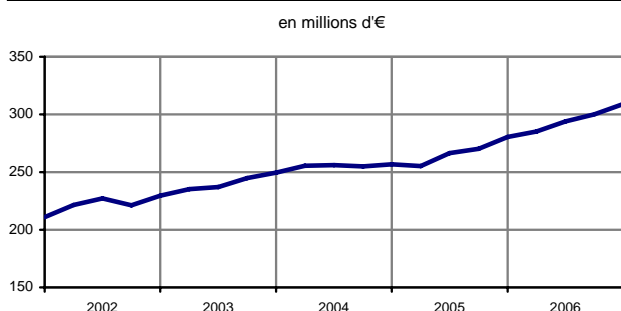
L'ensemble des **actifs financiers** recensés en Guyane s'élève à 1 003,1 millions d'€ au 31 décembre 2006, en hausse de 11,2 % sur un an (contre 8,1 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2005). S'agissant des perspectives pour les 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> trimestres 2007, la collecte des dépôts reste bien orientée, selon les dirigeants des établissements bancaires.

Ensemble des actifs financiers



Au 31 décembre 2006, l'encours des **dépôts à vue** s'établit à 500,8 millions d'€ (soit 50 % du total des actifs financiers), et affiche ainsi une progression de 15,2 % sur un an, soit le plus fort taux de croissance annuelle relevé depuis décembre 2001\*. Cette évolution est le résultat d'une hausse des dépôts à vue des sociétés non financières (+ 23,4 %), des autres agents (+ 11,2 %) et des ménages (+ 10,5 %).

Les placements liquides ou à court terme



Les **placements liquides ou à court terme** (311,5 millions d'€ soit 31 % du total des actifs) enregistrent également une hausse significative de 11,1 % sur un an (contre + 9,3 % un an plus tôt). Cette progression est liée à la bonne orientation des placements indexés sur les taux du marché monétaire (soit 33 % du total des placements liquides, à + 13,8 %) et, dans une moindre mesure, des comptes d'épargne à régime spécial (67 % du total, à + 9,8 %). La croissance des placements indexés sur les taux du marché monétaire s'explique

principalement par la bonne performance des dépôts à terme (+ 23,1 % contre + 3,9 % au 31 décembre 2005). En revanche, les OPCVM monétaires (- 2,2 %) poursuivent leur mouvement de recul observé depuis le 3<sup>ème</sup> trimestre 2006, malgré le relèvement des taux directeurs décidé par la banque centrale européenne en décembre dernier. Par ailleurs, la croissance des comptes d'épargne à régime spécial s'explique plus particulièrement par la hausse des livrets ordinaires (+ 16,6 %, contre + 6,2 % au 31 décembre 2005) et celle des livrets A (+ 7,7 %, contre + 3,7 % l'année dernière). Enfin, les comptes d'épargne logement stagnent à 25,1 millions d'€ (+ 0,1 % contre + 8,8 % en glissement annuel au 31 décembre 2005).

**Les placements à long terme**, qui représentent 19 % du total des actifs financiers, affichent une progression annuelle de 2,0 % à 190,7 millions, soit un rythme de croissance légèrement inférieur à celui observé un an plus tôt (+ 2,7 %). Ce ralentissement est principalement imputable au fléchissement des plans d'épargne logement (- 5,6 % contre + 5,3 %). En revanche, les autres actifs (essentiellement des contrats d'assurance vie) et les OPCMV titres non monétaires s'inscrivent à la hausse à fin décembre 2006 (+ 11,2 % et + 6,0 % respectivement). Avec 94 % du total de l'épargne à long terme, les ménages pèsent fortement sur l'évolution observée (+ 1,6 % contre + 5,7 % au 31 décembre 2005).

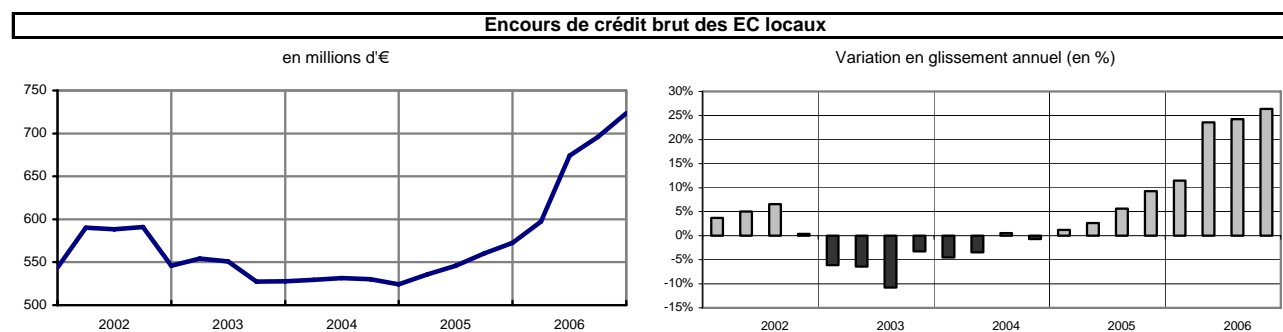
(\*) date du passage à l'eurofiduciaire

## Conjoncture financière et bancaire

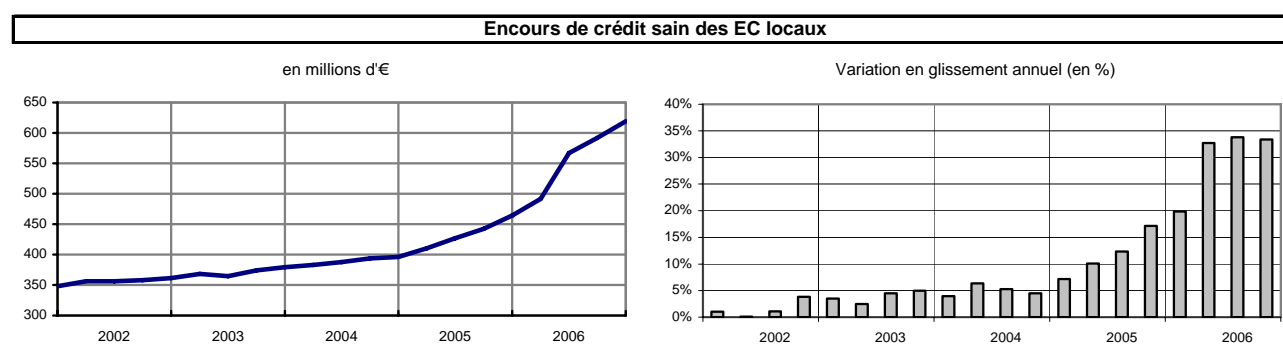
**Avvertissement :** A compter du 2<sup>nd</sup> trimestre 2006, la collecte des statistiques concernant l'encours des passifs financiers s'est enrichie de données provenant du recensement d'une nouvelle société financière de la place (les données des tableaux et des graphiques incluent ce nouvel établissement). Pour une raison d'homogénéité d'analyse des évolutions de la période sous revue, l'examen des données se fera, quant à lui, à périmètre constant.

Le total des passifs financiers distribués par les établissements de crédit s'inscrit en hausse au 31 décembre 2006. En effet, l'**encours global de crédit** atteint ainsi 1 560,4 millions d'€ en progression de 10,6 % sur un an après + 9,0 % au 31 décembre 2005. L'encours sain global continue de progresser à un rythme soutenu (+ 12,4 % en glissement annuel) pour atteindre 1 445,4 millions d'€. Cette hausse a principalement concerné les établissements bancaires locaux (+ 18,4 % en glissement annuel), et, à un degré moindre, les établissements installés hors du département (+ 8,7 %). Dans ce contexte, les créances douteuses brutes accusent un repli de 7,9 % sur un an (contre - 15,4 % à fin 2005). Les entreprises, avec un total de 830,8 millions d'€ sont les principales bénéficiaires des concours octroyés (53 % du total). Leur endettement progresse de 7,4 % en glissement annuel (contre + 3,2 %). De même, l'encours des collectivités locales a fortement progressé sur un an (+ 15,9 %) atteignant 256,0 millions d'€ au 31 décembre 2006. L'essentiel de ces concours est constitué de crédits à l'équipement, en hausse de 12,5 % à 216,4 millions d'€.

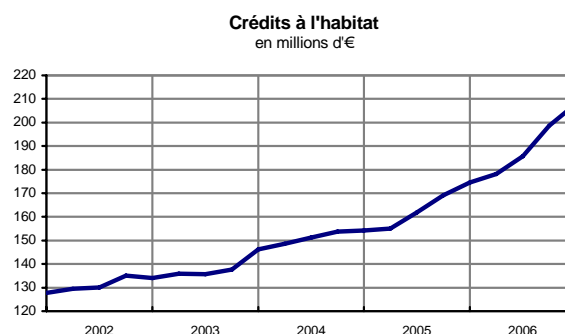
**Les établissements de crédit locaux totalisent un encours de 649,0 millions d'€ à fin décembre 2006...**



Au 31 décembre 2006, l'**encours global de crédit consenti par les établissements locaux** poursuit son mouvement de croissance observé depuis le mois de mars 2005. Il atteint ainsi 649,0 millions d'€ en hausse de 13,3 % sur un an. L'encours de crédit sain enregistre un taux de croissance annuelle de 18,4 %, à 549,8 millions d'€. Leur part dans l'encours global s'élevant à 85 % (soit + 4 points sur un an).



Les **ménages** sont les principaux bénéficiaires des concours octroyés par les établissements de crédit locaux (51 % du total). Leur endettement bancaire progresse à un rythme soutenu (+ 17,5 % pour l'encours total et + 16,2 % pour l'encours sain) et atteint 329,2 millions d'€. La croissance des **crédits à l'habitat**, principale composante de l'endettement des



ménages (68 % de l'encours sain), continue son ascension (+ 19,1 % contre + 13,3 %).

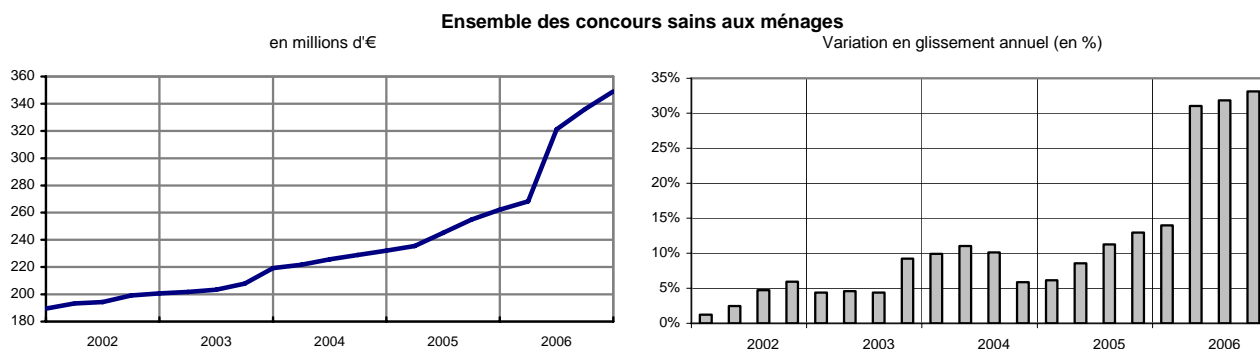
En revanche, les **crédits à la consommation** affichent un taux de croissance annuelle en ralentissement (+ 10,2 % contre + 13,1 % l'année dernière). Enfin, le **taux de créances douteuses brutes** pour les ménages s'établit à 7,5 %, en hausse de 1 point sur un an.

L'encours des crédits consentis aux **entreprises** par les établissements de crédit locaux affiche un taux de croissance de 6,7 % pour s'établir à 297,9 millions d'€ au 31 décembre 2006. Leur encours sain progresse également mais à un rythme plus élevé (+ 18,2 % en glissement annuel), à 223,6 millions d'€. Ces concours sont constitués à hauteur de 97,9 millions d'€ de **crédits d'investissement** (89 % de crédits à l'équipement et 11 % de crédit-bail) et pour 60,0 millions d'€ de **crédits d'exploitation** (dont 51 % de comptes ordinaires débiteurs, en hausse de 38,0 % sur un an). Le poids des créances douteuses brutes dans l'ensemble des concours consentis aux entreprises s'inscrit en baisse de 8,6 points sur un an, à 24,9 %. Enfin, les crédits immobiliers (+ 29,6 % sur un an) et les autres crédits (+ 44,5 %) contribuent sensiblement à la performance globale.



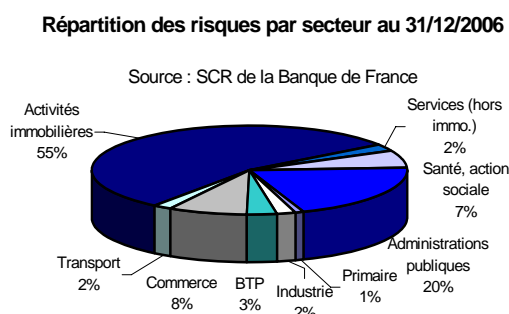
Les soldes d'opinions des dirigeants des établissements de crédit sur la production de crédits aux entreprises au 1<sup>er</sup> trimestre 2007 laissent présager une orientation positive pour les crédits d'équipement et pour les crédits d'exploitation.

Selon les dirigeants des établissements bancaires, la dynamique de production de crédits aux ménages devrait se poursuivre au 2<sup>nd</sup> trimestre 2007. Elle devrait être plus marquée pour les crédits à la consommation que pour les concours en faveur de l'habitat.



### **Les risques concernant les entreprises recensées au SCR progressent.**

Au 31 décembre 2006, l'encours des crédits aux entreprises recensé par le service central des risques (SCR) de la Banque de France atteignait 1 293,3 millions d'€ en hausse de 8,5 % en glissement annuel. Avec une part de 55 %, les activités immobilières dominent largement les autres secteurs d'activité. Les risques en faveur des administrations publiques, essentiellement les collectivités locales, représentent 20 % du total, suivies par le secteur du commerce (8 %) et celui de la santé (7 %).



### *Les résultats bancaires demeurent en terrain positif...*

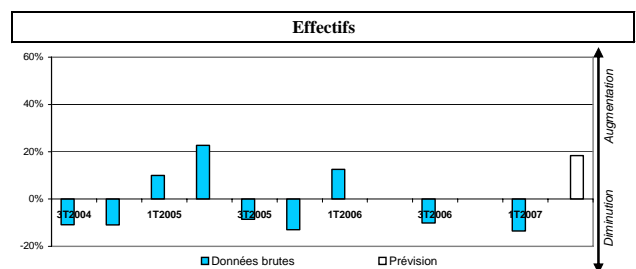
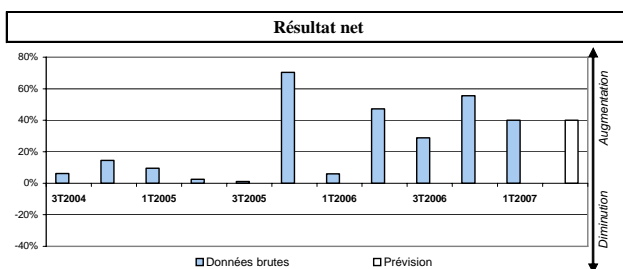
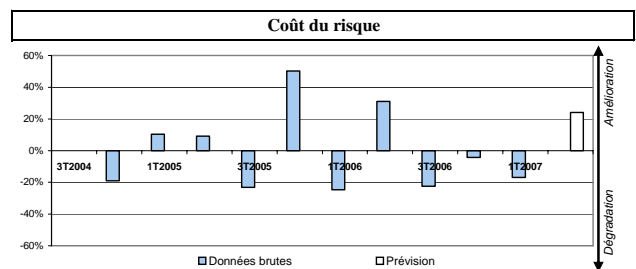
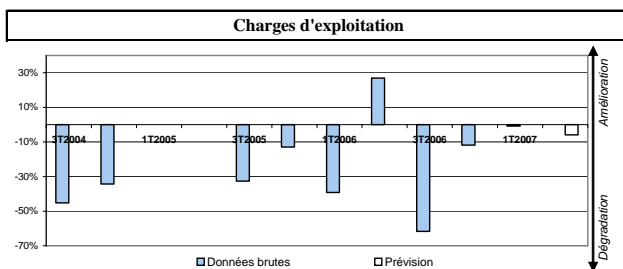
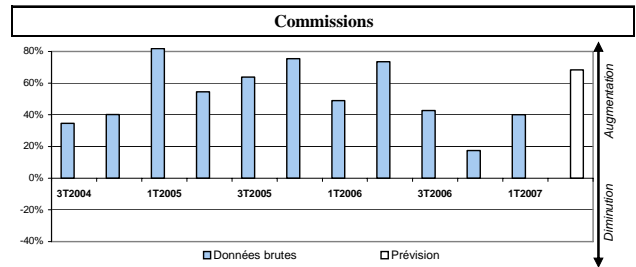
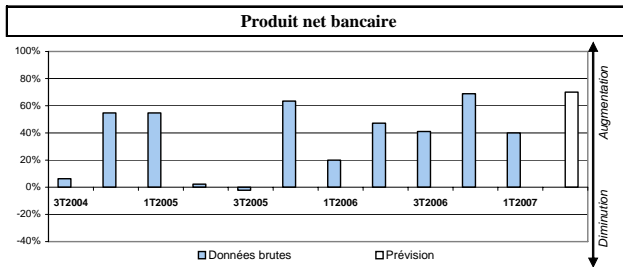
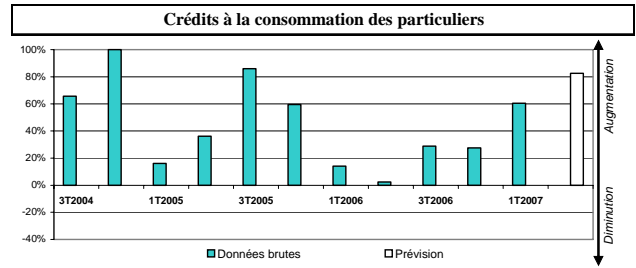
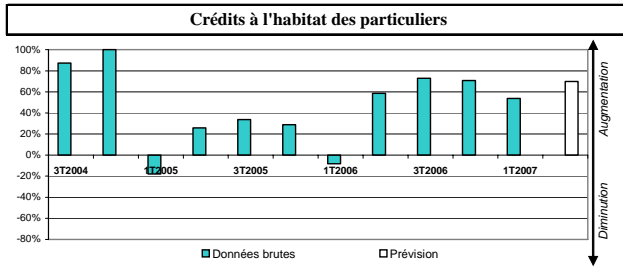
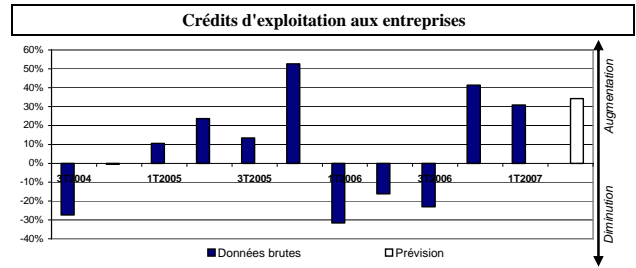
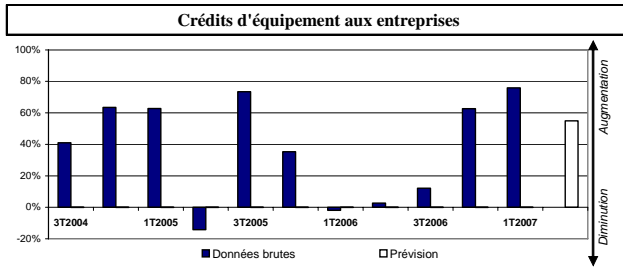
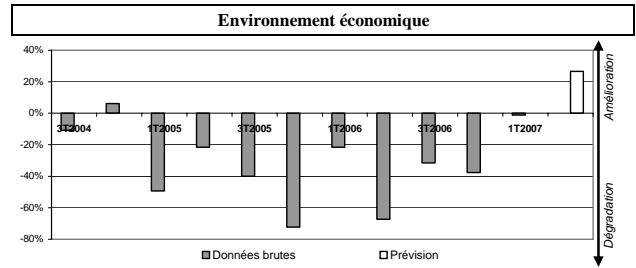
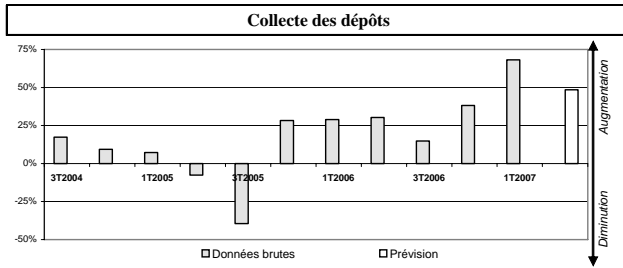
Le solde d'opinions des dirigeants des établissements de crédit sur le produit net bancaire demeure en terrain positif au 1<sup>er</sup> trimestre 2007, en raison de la bonne orientation du commissionnement et de l'amélioration des charges d'exploitation. Dans ce contexte, et avec un coût du risque mieux maîtrisé, les résultats bancaires devraient se maintenir à un bon niveau au trimestre prochain.

Enfin, l'environnement économique est perçu en amélioration depuis le début de l'année 2007.



## 2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit

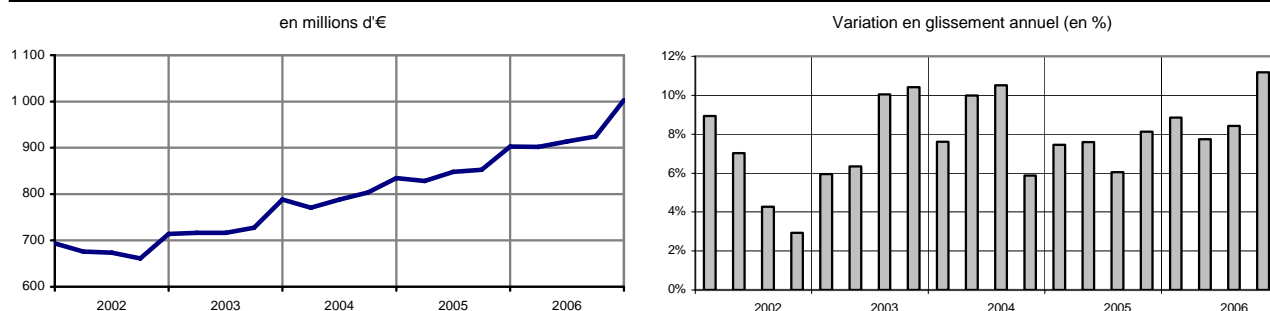
### Soldes d'opinions des dirigeants



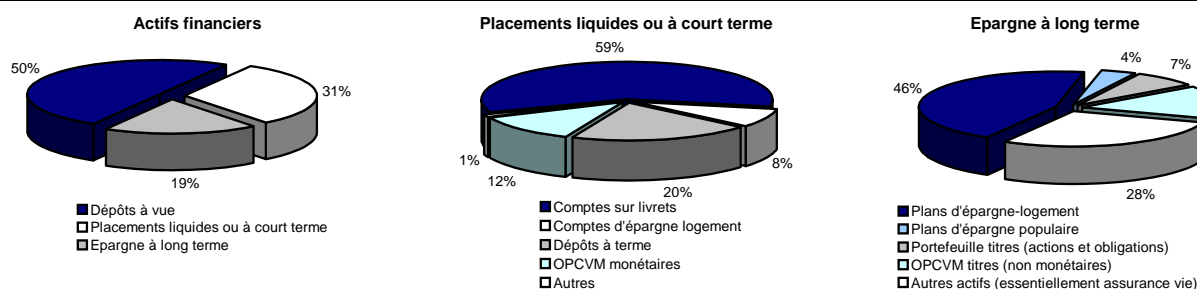
## 3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions									Variations	
	déc-01	déc-02	déc-03	déc-04	déc-05	mars-06	juin-06	sept-06	déc-06	1 an	1 trim.
<b>Sociétés non financières</b>	<b>142,9</b>	<b>142,4</b>	<b>176,3</b>	<b>189,2</b>	<b>203,5</b>	<b>197,5</b>	<b>196,7</b>	<b>209,1</b>	<b>245,0</b>	<b>20,4%</b>	<b>17,2%</b>
Dépôts à vue	102,9	108,5	136,5	140,0	156,9	152,7	142,8	153,7	193,6	23,4%	25,9%
Placements liquides ou à court terme	36,2	30,6	29,3	34,9	37,7	36,4	41,6	45,3	41,9	11,0%	-7,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,6	0,4	0,4	0,5	43,4%	41,5%
Placements indexés sur les taux de marché	35,9	30,3	29,0	34,6	37,3	35,9	41,2	44,9	41,3	10,7%	-8,0%
(dt) comptes à terme	18,9	21,2	19,7	19,9	20,2	20,7	21,8	26,0	23,2	15,0%	-10,7%
(dt) OPCVM monétaires	10,3	5,9	8,5	13,1	15,4	14,0	15,7	15,4	14,8	-4,0%	-3,6%
(dt) certificats de dépôt	6,7	3,3	0,8	1,5	1,7	1,2	3,7	3,5	3,3	93,2%	-7,1%
Epargne à long terme	3,8	3,3	10,5	14,2	8,9	8,4	12,3	10,1	9,5	7,6%	-5,1%
(dt) OPCVM non monétaires	3,4	2,9	10,2	13,9	8,4	7,9	11,8	9,4	9,2	9,1%	-2,7%
<b>Ménages</b>	<b>538,6</b>	<b>557,8</b>	<b>591,2</b>	<b>629,7</b>	<b>674,4</b>	<b>677,4</b>	<b>695,0</b>	<b>694,5</b>	<b>731,8</b>	<b>8,5%</b>	<b>5,4%</b>
Dépôts à vue	236,6	235,4	227,5	243,5	258,9	258,6	265,5	269,4	286,3	10,5%	6,3%
Placements liquides ou à court terme	172,3	195,8	214,3	218,4	238,2	243,2	247,8	250,3	265,4	11,4%	6,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	144,5	155,7	171,0	179,0	188,6	196,1	200,3	201,8	206,6	9,5%	2,4%
Livrets ordinaires	38,2	40,0	44,3	45,2	48,2	51,4	53,1	55,1	55,8	15,7%	1,3%
Livrets A et bleu	74,0	82,4	85,9	88,1	91,3	92,4	94,5	95,0	98,0	7,4%	3,2%
Livrets jeune	2,0	0,3	0,7	1,0	1,8	4,2	4,2	4,2	4,2	136,2%	-1,8%
Livrets d'épargne populaire	10,1	10,8	12,9	15,1	15,2	15,1	15,2	14,9	15,5	2,1%	4,6%
CODEVI	4,4	4,2	6,1	6,6	7,1	7,4	7,6	7,5	8,0	12,2%	6,1%
Comptes d'épargne logement	15,9	18,1	21,0	23,0	25,1	25,4	25,7	25,1	25,1	0,1%	0,1%
Placements indexés sur les taux de marché	27,8	40,1	43,3	39,4	49,5	47,2	47,5	48,5	58,8	18,8%	21,3%
(dt) OPCVM monétaires	6,2	10,7	13,7	12,3	20,5	13,5	14,0	13,8	20,5	0,1%	48,9%
(dt) Comptes créditeurs à terme	21,2	29,3	29,5	26,9	29,0	33,6	33,5	34,7	38,3	32,1%	10,4%
Epargne à long terme	129,7	126,6	149,3	167,8	177,4	175,6	181,7	174,9	180,1	1,6%	3,0%
Plans d'épargne logement	66,6	72,4	82,8	86,4	91,0	88,6	87,1	85,6	85,8	-5,6%	0,3%
Plans d'épargne populaire	11,8	11,0	11,1	10,4	9,7	9,7	9,2	8,7	8,1	-16,3%	-7,1%
Autres comptes d'épargne	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,7	152,9%	115,0%
Portefeuille-titre	6,2	5,3	6,5	7,1	10,1	11,3	11,5	12,0	13,6	33,7%	13,2%
OPCVM non-monétaires	19,4	13,9	17,8	19,7	18,4	19,0	18,7	19,0	19,1	3,6%	0,5%
Contrats d'assurance-vie	25,5	23,7	31,1	43,9	47,8	46,8	54,9	49,1	52,8	10,3%	7,5%
<b>Autres agents</b>	<b>11,9</b>	<b>13,6</b>	<b>20,7</b>	<b>15,6</b>	<b>24,3</b>	<b>26,8</b>	<b>22,0</b>	<b>20,7</b>	<b>26,3</b>	<b>8,2%</b>	<b>27,0%</b>
Dépôts à vue	9,2	10,3	14,6	12,1	18,9	20,3	16,7	15,2	21,0	11,2%	37,8%
Placements liquides ou à court terme	2,5	3,1	5,8	3,4	4,6	5,6	4,5	4,4	4,2	-8,2%	-4,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,2	0,2	0,4	0,6	0,4	0,6	0,7	0,8	0,8	99,8%	6,8%
Placements indexés sur les taux de marché	2,4	2,9	5,5	2,8	4,2	5,0	3,8	3,7	3,4	-18,8%	-6,5%
Epargne à long terme	0,1	0,2	0,2	0,1	0,8	0,8	0,9	1,1	1,1	29,5%	1,8%
<b>Total actifs financiers</b>	<b>693,5</b>	<b>713,8</b>	<b>788,1</b>	<b>834,5</b>	<b>902,3</b>	<b>901,7</b>	<b>913,7</b>	<b>924,4</b>	<b>1003,1</b>	<b>11,2%</b>	<b>8,5%</b>
Dépôts à vue	348,7	354,2	378,7	395,6	434,7	431,6	425,0	438,3	500,8	15,2%	14,3%
Placements liquides ou à court terme	211,1	229,6	249,4	256,7	280,5	285,3	293,9	300,0	311,5	11,1%	3,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	145,0	156,2	171,5	180,0	189,4	197,2	201,4	202,9	207,9	9,8%	2,5%
Placements indexés sur les taux de marché	66,1	73,3	77,9	76,7	91,1	88,1	92,5	97,1	103,6	13,8%	6,7%
Epargne à long terme	133,6	130,0	160,0	182,2	187,1	184,8	194,8	186,0	190,7	2,0%	2,5%

### Ensemble des actifs financiers



### Structure des actifs financiers par nature

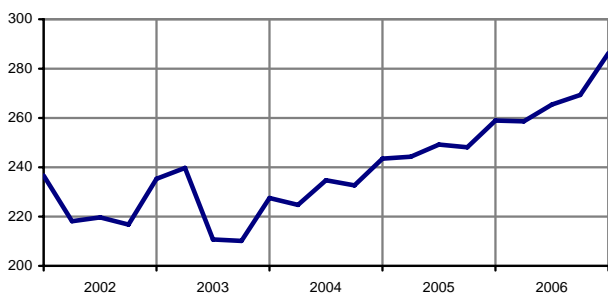


# Conjoncture financière et bancaire

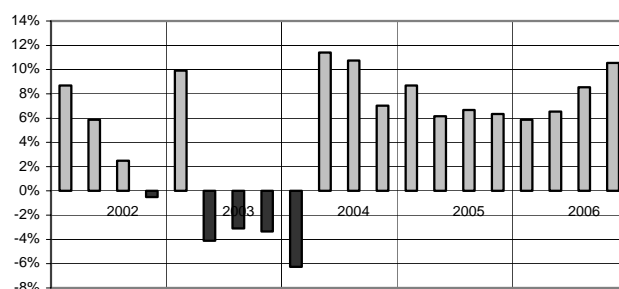
## Les placements des ménages

### Dépôts à vue

en millions d'€

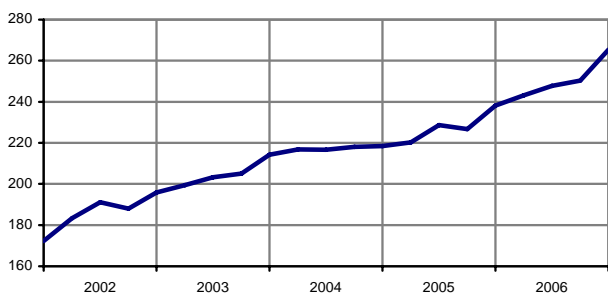


Variation en glissement annuel (en %)

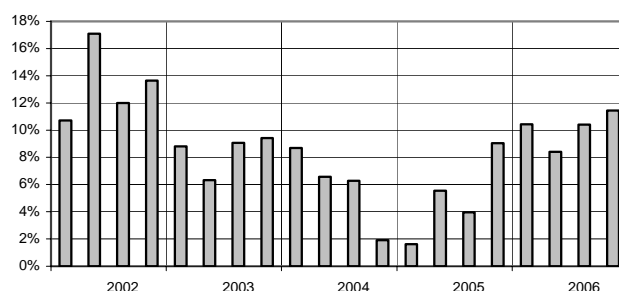


### Placements liquides ou à court terme

en millions d'€

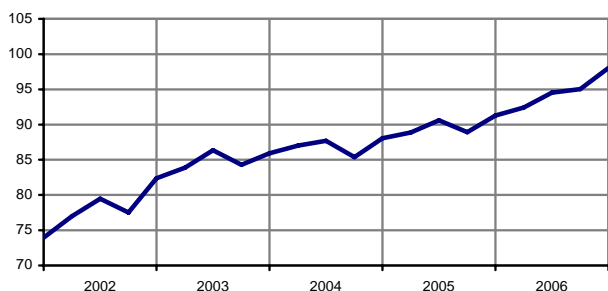


Variation en glissement annuel (en %)

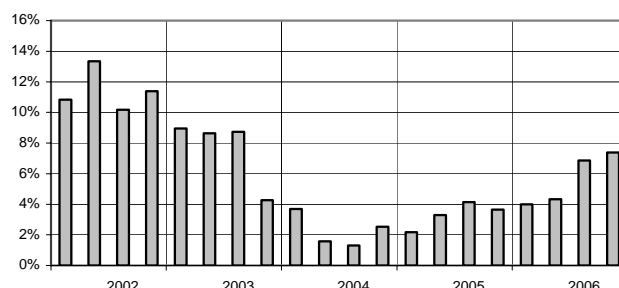


### Livrets A et bleu

en millions d'€

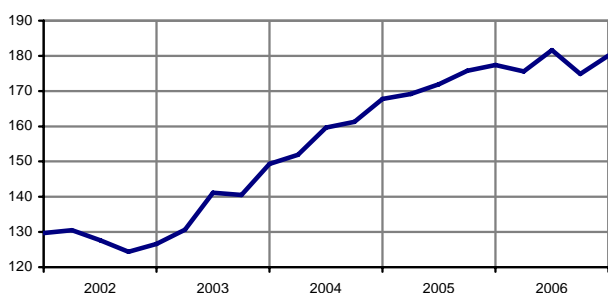


Variation en glissement annuel (en %)

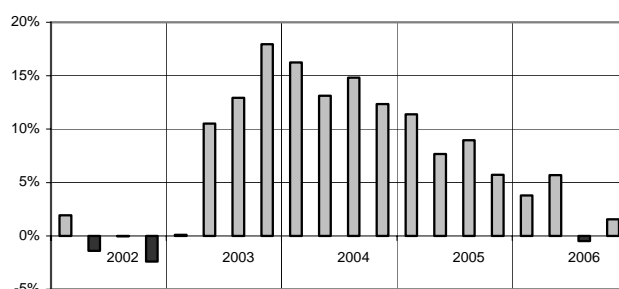


### Épargne à long terme

en millions d'€

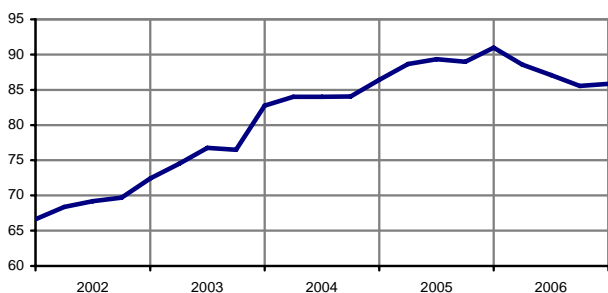


Variation en glissement annuel (en %)

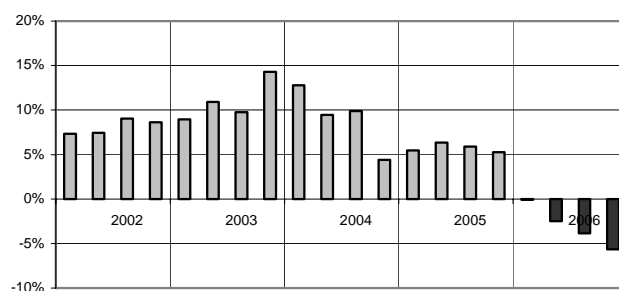


### Plans d'épargne logement

en millions d'€

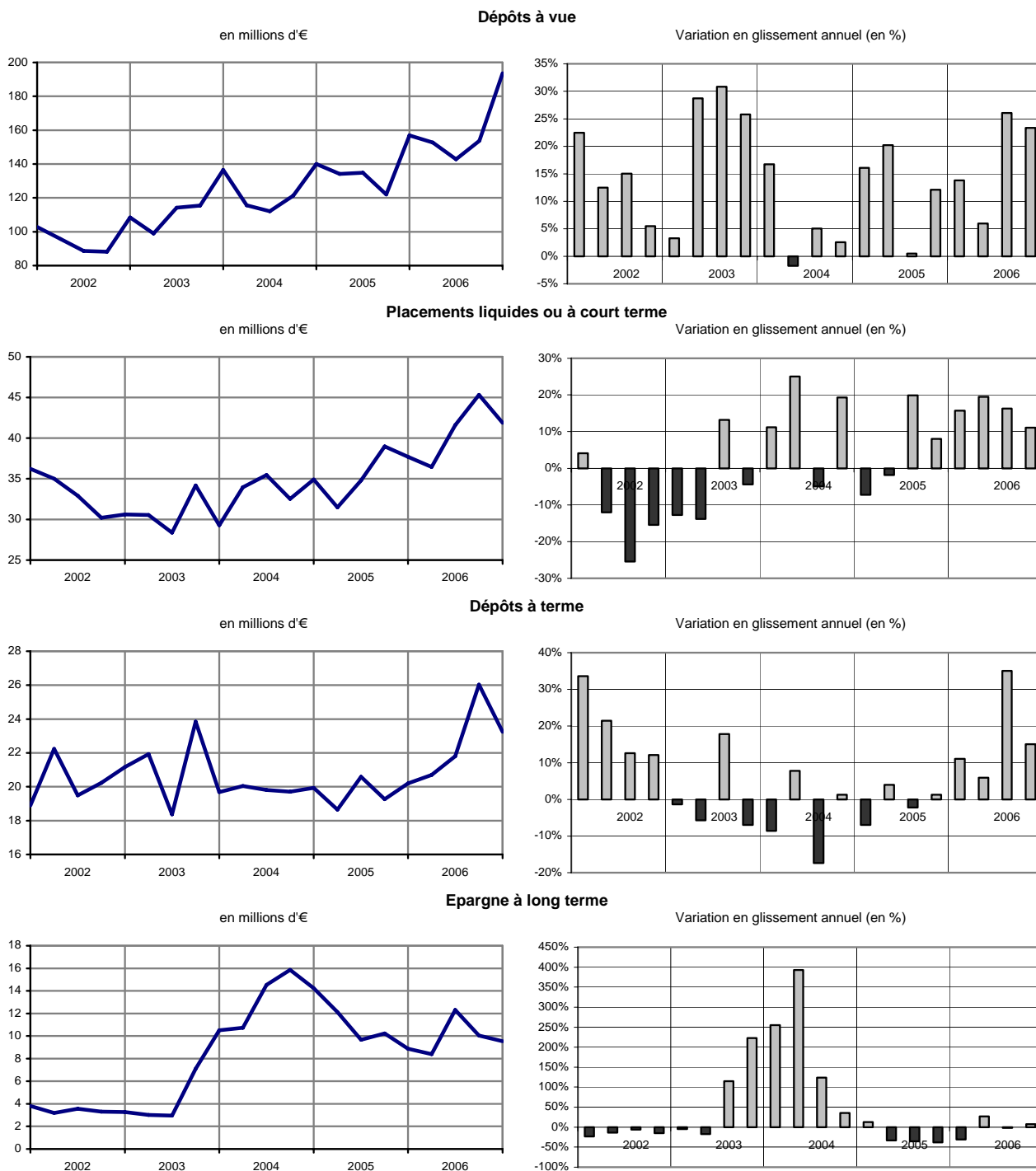


Variation en glissement annuel (en %)



# Conjoncture financière et bancaire

## Les disponibilités des entreprises



# Conjoncture financière et bancaire

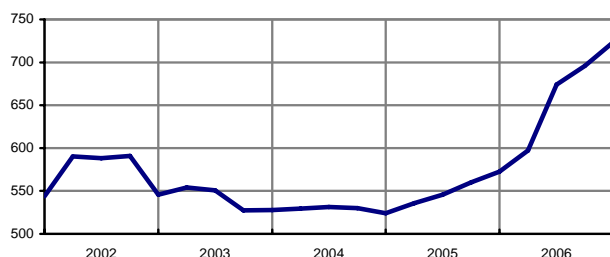
## 4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

### 4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

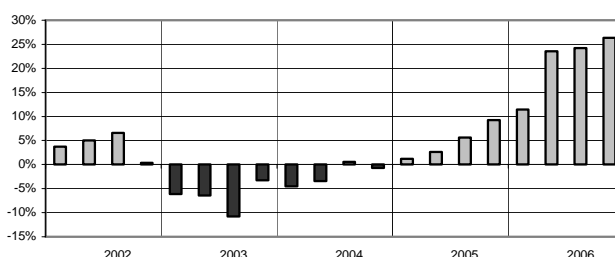
	Montants en millions d'€									Variations	
	déc-01	déc-02	déc-03	déc-04	déc-05	mars-06	juin-06	sept-06	déc-06	1 an	1 trim.
<b>Entreprises</b>											
Crédits d'exploitation	34,3	37,8	38,1	44,0	49,2	56,6	71,3	75,2	74,6	51,5%	-0,8%
Créances commerciales	6,2	6,2	6,5	6,8	7,1	6,2	6,2	5,8	7,0	-2,4%	19,4%
Crédits de trésorerie	15,3	16,3	14,7	18,3	20,0	20,5	33,5	35,8	37,1	85,6%	3,7%
Comptes ordinaires débiteurs	12,8	15,3	16,9	18,8	22,1	29,9	31,6	33,6	30,5	38,0%	-9,1%
Affacturation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Crédits d'investissement	85,1	83,7	84,1	83,0	91,3	95,3	103,8	102,2	108,1	18,4%	5,8%
Crédits à l'équipement	85,1	81,9	78,1	75,1	80,1	83,6	85,8	83,8	89,4	11,6%	6,7%
Crédit-bail	0,0	1,8	6,0	7,9	11,3	11,7	18,0	18,4	18,8	66,7%	1,9%
Crédits à l'habitat	11,0	11,9	17,0	19,3	30,1	31,7	35,9	37,1	39,0	29,6%	5,0%
Autres crédits	15,8	15,2	13,1	12,0	18,4	18,8	21,7	24,5	26,6	44,5%	8,9%
<b>Encours sain</b>	<b>146,2</b>	<b>148,7</b>	<b>152,4</b>	<b>158,3</b>	<b>189,1</b>	<b>202,5</b>	<b>232,7</b>	<b>239,0</b>	<b>248,4</b>	<b>31,3%</b>	<b>3,9%</b>
Créances douteuses brutes	170,7	161,3	129,2	114,4	89,9	83,9	78,7	75,1	78,1	-13,2%	3,9%
<b>Encours total</b>	<b>316,9</b>	<b>310,0</b>	<b>281,5</b>	<b>272,7</b>	<b>279,0</b>	<b>286,3</b>	<b>311,4</b>	<b>314,1</b>	<b>326,4</b>	<b>17,0%</b>	<b>3,9%</b>
Taux de créances douteuses	53,9%	55,6%	48,0%	43,2%	33,5%	30,6%	26,3%	25,0%	24,8%	-8,7	-0,2
<b>Ménages</b>											
Crédits à la consommation	61,6	65,3	71,1	76,0	85,9	88,1	133,9	135,8	139,1	61,8%	2,4%
Crédits de trésorerie	56,9	58,7	66,2	70,0	78,9	79,6	121,5	124,1	127,6	61,7%	2,8%
Comptes ordinaires débiteurs	4,7	6,3	4,0	4,9	5,7	7,0	7,2	6,5	5,8	3,0%	-9,9%
Crédit-bail	0,0	0,3	0,8	1,1	1,4	1,6	5,2	5,3	5,7	301,1%	7,9%
Crédits à l'habitat	127,8	134,1	146,2	154,1	174,6	178,2	185,7	198,7	208,0	19,1%	4,7%
Autres crédits	0,1	1,3	2,0	1,9	1,6	2,0	1,6	1,4	1,9	21,0%	37,8%
<b>Encours sain</b>	<b>189,5</b>	<b>200,7</b>	<b>219,2</b>	<b>232,1</b>	<b>262,1</b>	<b>268,4</b>	<b>321,2</b>	<b>335,9</b>	<b>348,9</b>	<b>33,1%</b>	<b>3,9%</b>
Créances douteuses brutes	24,8	22,9	19,2	13,2	18,1	21,1	28,1	28,2	25,9	43,0%	-8,2%
<b>Encours total</b>	<b>214,3</b>	<b>223,6</b>	<b>238,4</b>	<b>245,2</b>	<b>280,2</b>	<b>289,5</b>	<b>349,3</b>	<b>364,1</b>	<b>374,8</b>	<b>33,8%</b>	<b>2,9%</b>
Taux de créances douteuses	11,6%	10,2%	8,0%	5,4%	6,5%	7,3%	8,0%	7,7%	6,9%	0,4	-0,8
<b>Collectivités locales</b>											
Crédits d'exploitation	0,5	0,1	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	-33,3%	-44,8%
Crédits de trésorerie	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	0,5	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	114,3%	-48,3%
Crédits à l'équipement	4,2	5,9	3,3	0,6	0,4	0,3	0,3	0,3	2,0	445,4%	632,0%
Autres crédits	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-37,0%	-24,4%
<b>Encours sain</b>	<b>5,0</b>	<b>6,2</b>	<b>3,5</b>	<b>0,9</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>2,1</b>	<b>316,4%</b>	<b>429,1%</b>
Créances douteuses brutes	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	-13,3%	-24,2%
<b>Encours total</b>	<b>5,3</b>	<b>6,6</b>	<b>3,8</b>	<b>1,3</b>	<b>0,9</b>	<b>0,9</b>	<b>0,9</b>	<b>0,8</b>	<b>2,4</b>	<b>172,0%</b>	<b>188,4%</b>
Taux de créances douteuses	6,4%	5,1%	7,7%	25,9%	43,8%	48,9%	46,8%	53,1%	14,0%	-29,8	-39,1
<b>Autres agents</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>7,3</b>	<b>5,6</b>	<b>4,1</b>	<b>4,9</b>	<b>12,6</b>	<b>20,4</b>	<b>12,6</b>	<b>16,7</b>	<b>19,9</b>	<b>58,6%</b>	<b>19,3%</b>
Créances douteuses brutes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<b>Encours total</b>	<b>7,3</b>	<b>5,6</b>	<b>4,1</b>	<b>4,9</b>	<b>12,6</b>	<b>20,4</b>	<b>12,6</b>	<b>16,7</b>	<b>19,9</b>	<b>58,6%</b>	<b>19,3%</b>
Taux de créances douteuses	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	-
<b>TOTAL</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>347,9</b>	<b>361,2</b>	<b>379,2</b>	<b>396,3</b>	<b>464,3</b>	<b>491,7</b>	<b>566,9</b>	<b>592,0</b>	<b>619,3</b>	<b>33,4%</b>	<b>4,6%</b>
Créances douteuses brutes	195,8	184,5	148,6	127,9	108,4	105,4	107,3	103,8	104,3	-3,8%	0,5%
<b>Encours total</b>	<b>543,8</b>	<b>545,8</b>	<b>527,9</b>	<b>524,1</b>	<b>572,7</b>	<b>597,1</b>	<b>674,2</b>	<b>695,7</b>	<b>723,5</b>	<b>26,3%</b>	<b>4,0%</b>
Taux de créances douteuses	36,0%	33,8%	28,2%	24,4%	18,9%	17,7%	15,9%	14,9%	14,4%	-4,5	-0,5
Taux de provisionnement	82,1%	81,7%	79,3%	81,2%	84,1%	85,6%	85,4%	86,1%	85,9%	1,8	-0,2

#### Encours de crédit brut des EC locaux

en millions d'€

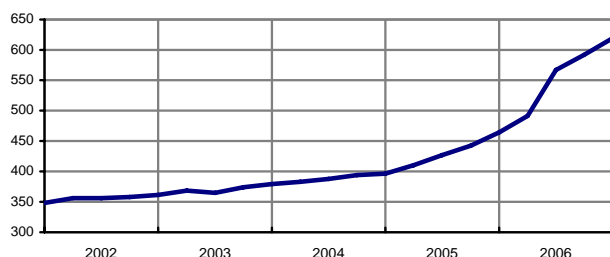


Variation en glissement annuel (en %)

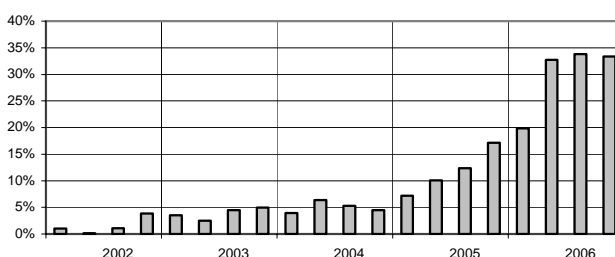


#### Encours de crédit sain des EC locaux

en millions d'€



Variation en glissement annuel (en %)

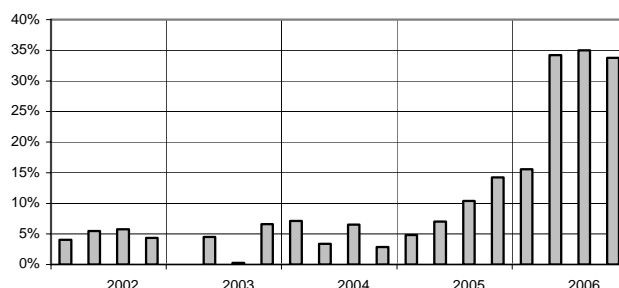
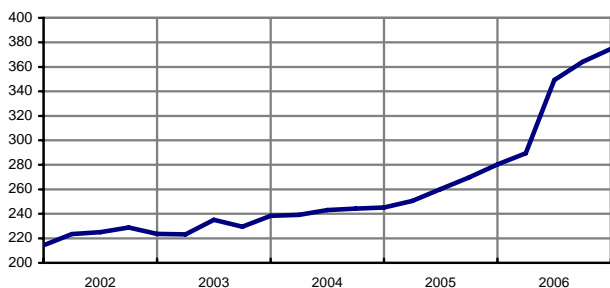


## L'endettement des ménages

### Ensemble des concours

en millions d'€

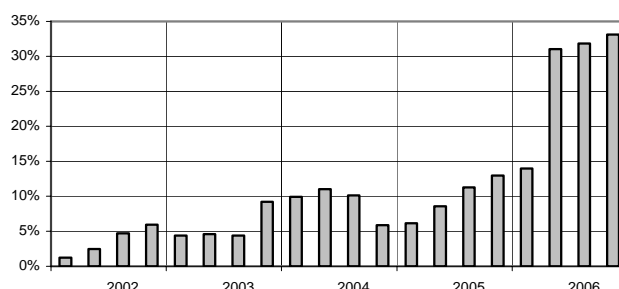
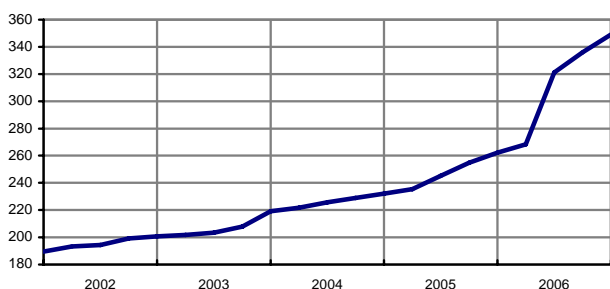
Variation en glissement annuel (en %)



### Ensemble des concours sains

en millions d'€

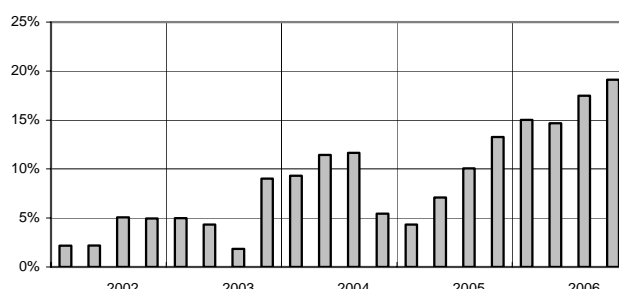
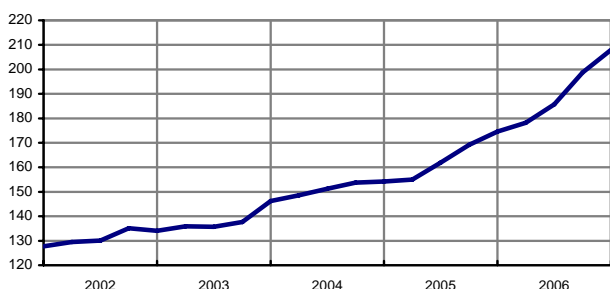
Variation en glissement annuel (en %)



### Crédits à l'habitat

en millions d'€

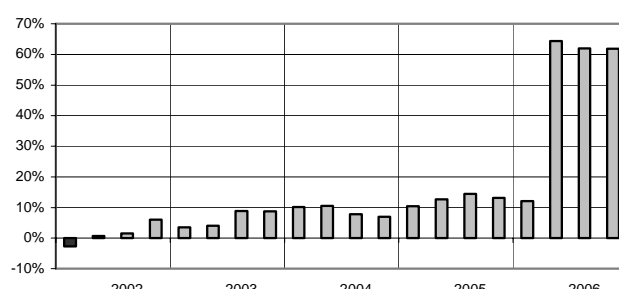
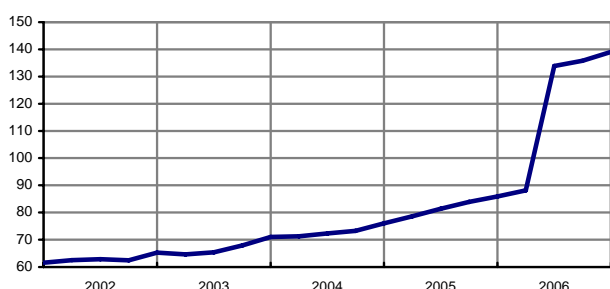
Variation en glissement annuel (en %)



### Crédits à la consommation

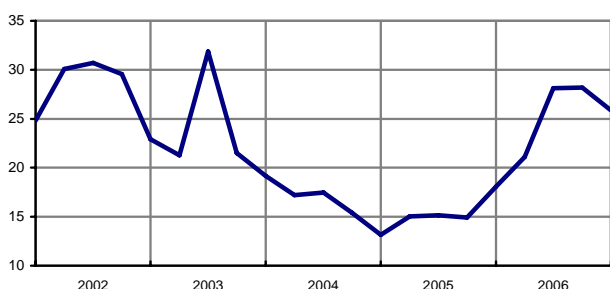
en millions d'€

Variation en glissement annuel (en %)



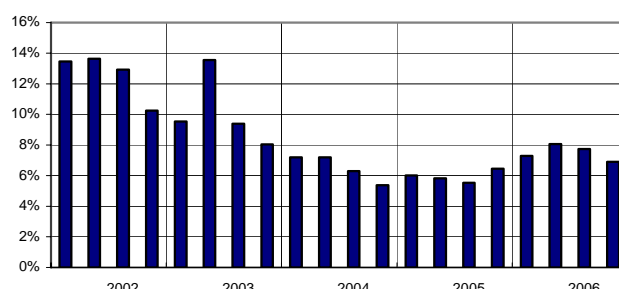
### Créances douteuses brutes

en millions d'€



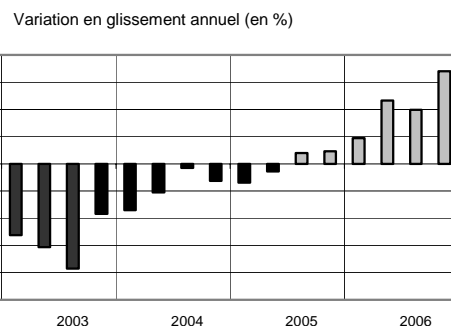
### Taux de créances douteuses

en %

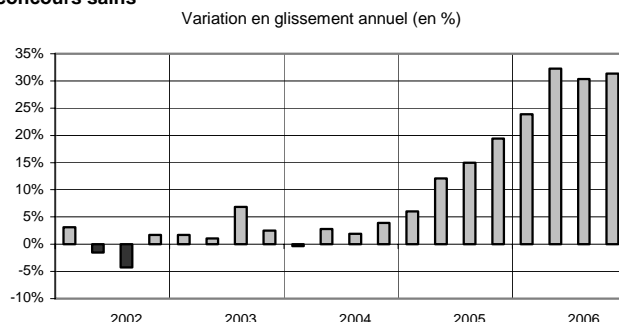
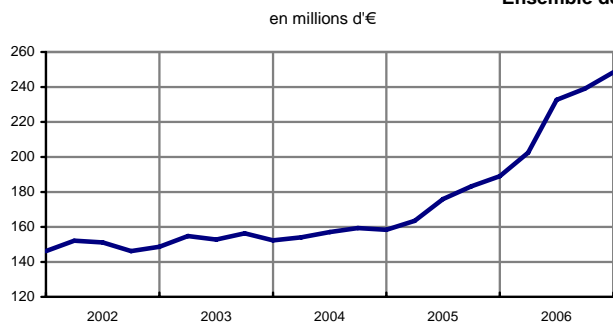


## L'endettement des entreprises

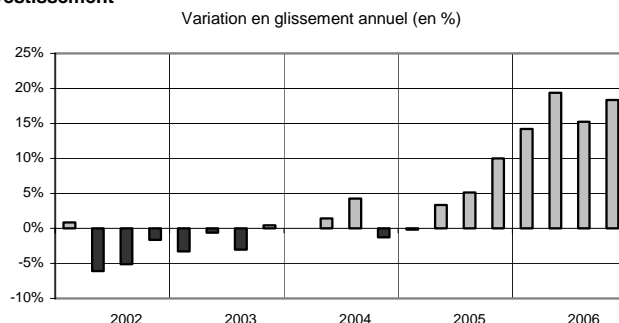
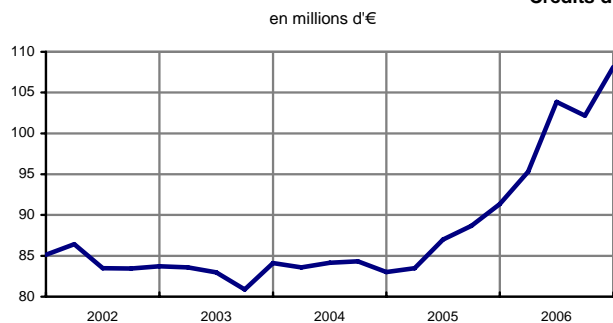
### Ensemble des concours



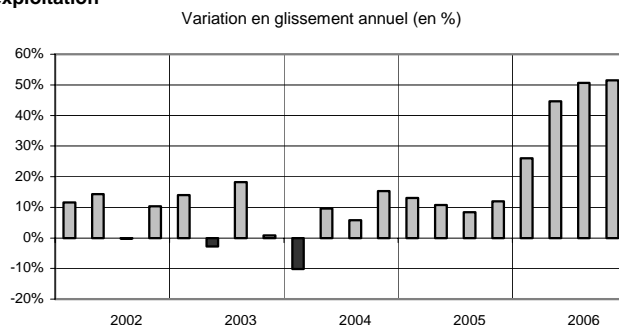
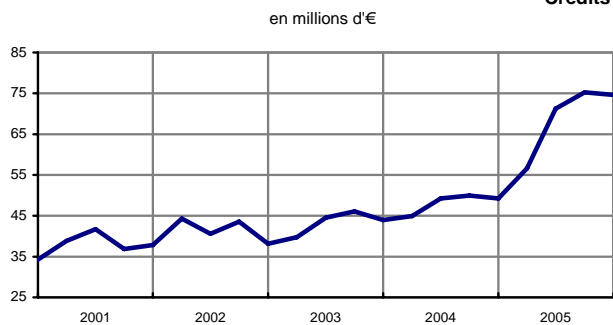
### Ensemble des concours sains



### Crédits d'investissement

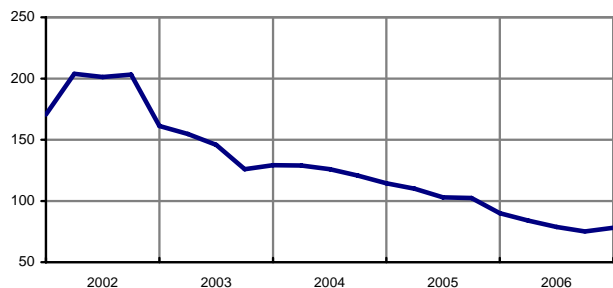


### Crédits d'exploitation



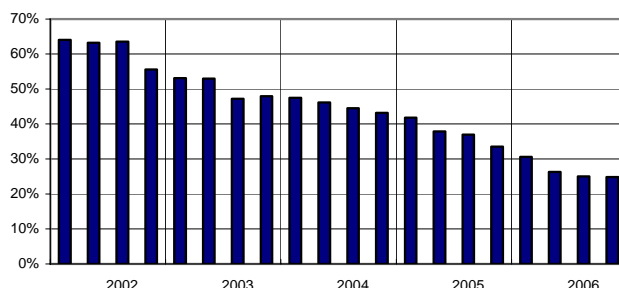
### Créances douteuses brutes

en millions d'€



### Taux de créances douteuses

en %



# Conjoncture financière et bancaire

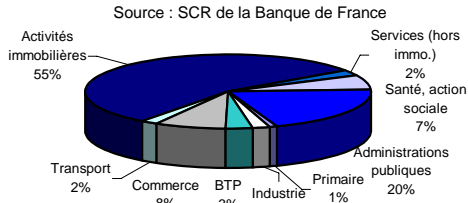
## 4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'€									Variations	
	déc-01	déc-02	déc-03	déc-04	déc-05	mars-06	juin-06	sept-06	déc-06	1 an	1 trim.
<b>Entreprises</b>											
Crédits d'exploitation	34,5	37,8	38,1	44,6	49,5	57,2	71,8	77,1	76,3	54,1%	-1,0%
Créances commerciales	6,2	6,2	6,5	6,8	7,1	6,2	6,2	5,8	7,0	-2,4%	19,4%
Crédits de trésorerie	15,5	16,3	14,7	19,0	20,3	21,1	34,0	37,7	38,8	91,4%	3,0%
Comptes ordinaires débiteurs	12,8	15,3	16,9	18,8	22,1	29,9	31,6	33,6	30,5	38,0%	-9,1%
Affacturage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Crédits d'investissement	91,1	89,5	87,6	83,5	91,9	95,8	104,4	102,7	112,3	22,3%	9,3%
Crédits à l'équipement	91,1	87,7	81,6	75,6	80,6	84,2	86,3	84,3	93,5	16,1%	10,9%
Crédit-bail	0,0	1,8	6,0	7,9	11,3	11,7	18,0	18,4	18,8	66,7%	1,9%
Crédits à l'habitat	408,8	445,7	468,9	480,5	512,0	520,3	536,4	541,3	554,4	8,3%	2,4%
Autres crédits	19,5	18,2	15,7	14,1	20,1	20,5	23,2	26,0	27,9	38,7%	7,6%
<b>Encours sain</b>	<b>553,9</b>	<b>591,2</b>	<b>610,3</b>	<b>622,8</b>	<b>673,5</b>	<b>693,8</b>	<b>735,8</b>	<b>747,1</b>	<b>770,9</b>	<b>14,5%</b>	<b>3,2%</b>
Créances douteuses brutes	178,7	143,7	137,5	126,8	99,7	93,8	88,6	85,3	88,4	-11,4%	3,7%
<b>Encours total</b>	<b>732,6</b>	<b>734,9</b>	<b>747,8</b>	<b>749,6</b>	<b>773,2</b>	<b>787,5</b>	<b>824,4</b>	<b>832,4</b>	<b>859,3</b>	<b>11,1%</b>	<b>3,2%</b>
Taux de créances douteuses	24,4%	20,0%	18,4%	16,9%	12,9%	11,9%	10,7%	10,2%	10,3%	-2,6	0,0
<b>Ménages</b>											
Crédits à la consommation	72,9	77,0	82,8	87,6	98,1	100,6	146,8	149,7	153,7	56,6%	2,6%
Crédits de trésorerie	68,1	70,4	77,9	81,6	91,0	92,1	134,4	138,0	142,2	56,2%	3,0%
Comptes ordinaires débiteurs	4,7	6,3	4,0	4,9	5,7	7,0	7,2	6,5	5,8	3,0%	-9,9%
Crédit-bail	0,0	0,3	0,8	1,1	1,4	1,6	5,2	5,3	5,7	301,1%	7,9%
Crédits à l'habitat	188,9	193,8	204,8	205,7	228,5	232,6	241,4	255,5	266,6	16,7%	4,3%
Autres crédits	0,1	1,7	2,3	2,4	1,8	2,9	3,2	2,9	2,8	55,1%	-4,2%
<b>Encours sain</b>	<b>261,9</b>	<b>272,5</b>	<b>289,9</b>	<b>295,7</b>	<b>328,4</b>	<b>336,2</b>	<b>391,3</b>	<b>408,1</b>	<b>423,1</b>	<b>28,8%</b>	<b>3,7%</b>
Créances douteuses brutes	34,5	54,9	28,8	20,4	24,2	26,9	33,5	33,4	31,2	28,8%	-6,7%
<b>Encours total</b>	<b>296,3</b>	<b>327,5</b>	<b>318,7</b>	<b>316,1</b>	<b>352,6</b>	<b>363,0</b>	<b>424,8</b>	<b>441,6</b>	<b>454,3</b>	<b>28,8%</b>	<b>2,9%</b>
Taux de créances douteuses	11,6%	16,8%	9,0%	6,5%	6,9%	7,4%	7,9%	7,6%	6,9%	0,0	-0,7
<b>Collectivités locales</b>											
Crédits d'exploitation	0,5	0,1	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1	0,0	1,2	ns	ns
Crédits de trésorerie	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	1,2	ns	ns
Comptes ordinaires débiteurs	0,5	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	ns	ns
Crédits à l'équipement	140,7	135,7	140,1	147,1	192,4	198,8	198,6	196,0	216,4	12,5%	10,4%
Autres crédits	27,4	29,0	25,7	22,8	27,6	27,5	27,6	33,6	38,1	38,2%	13,5%
<b>Encours sain</b>	<b>168,5</b>	<b>164,8</b>	<b>166,0</b>	<b>170,2</b>	<b>220,0</b>	<b>226,3</b>	<b>226,3</b>	<b>229,6</b>	<b>255,7</b>	<b>16,2%</b>	<b>11,4%</b>
Créances douteuses brutes	2,9	7,8	0,9	0,3	0,9	0,9	0,4	0,4	0,3	-62,9%	-24,2%
<b>Encours total</b>	<b>171,4</b>	<b>172,6</b>	<b>166,9</b>	<b>170,5</b>	<b>220,9</b>	<b>227,2</b>	<b>226,7</b>	<b>230,1</b>	<b>256,0</b>	<b>15,9%</b>	<b>11,3%</b>
Taux de créances douteuses	1,7%	4,5%	0,5%	0,2%	0,4%	0,4%	0,2%	0,2%	0,1%	-0,3	-0,1
<b>Autres agents</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>28,6</b>	<b>21,4</b>	<b>34,0</b>	<b>59,1</b>	<b>64,6</b>	<b>70,1</b>	<b>60,6</b>	<b>63,4</b>	<b>65,2</b>	<b>1,0%</b>	<b>2,9%</b>
Créances douteuses brutes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<b>Encours total</b>	<b>28,6</b>	<b>21,4</b>	<b>34,0</b>	<b>59,1</b>	<b>64,6</b>	<b>70,1</b>	<b>60,6</b>	<b>63,4</b>	<b>65,2</b>	<b>1,0%</b>	<b>2,9%</b>
Taux de créances douteuses	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0	0,0
<b>TOTAL</b>											
<b>Encours sain</b>	<b>1 012,9</b>	<b>1 049,9</b>	<b>1 100,3</b>	<b>1 147,7</b>	<b>1 286,4</b>	<b>1 326,3</b>	<b>1 414,0</b>	<b>1 448,2</b>	<b>1 514,9</b>	<b>17,8%</b>	<b>4,6%</b>
Créances douteuses brutes	216,1	206,4	167,3	147,6	124,9	121,6	122,5	119,1	119,9	-3,9%	0,7%
<b>Encours total</b>	<b>1 229,0</b>	<b>1 256,3</b>	<b>1 267,5</b>	<b>1 295,3</b>	<b>1 411,3</b>	<b>1 447,9</b>	<b>1 536,5</b>	<b>1 567,3</b>	<b>1 634,9</b>	<b>15,8%</b>	<b>4,3%</b>
Taux de créances douteuses	17,6%	16,4%	13,2%	11,4%	8,8%	8,4%	8,0%	7,6%	7,3%	-1,5	-0,3
Taux de provisionnement	74,4%	73,3%	70,5%	70,4%	73,0%	74,2%	74,8%	75,0%	74,7%	1,6	-0,3

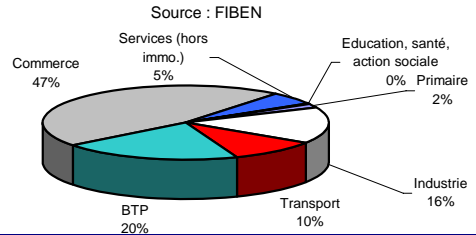


## 5. Risques sectoriels

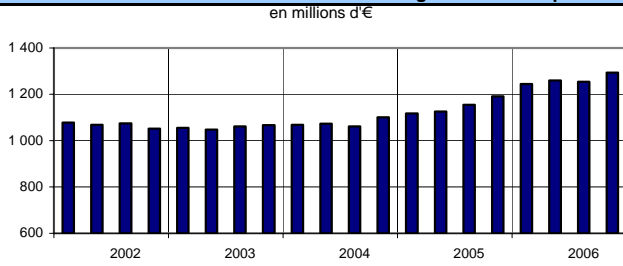
Répartition des risques par secteur au 31/12/2006



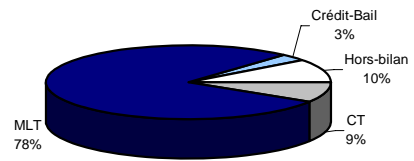
Répartition par secteur des incidents de paiement sur effets en valeur au 4ème trimestre 2006



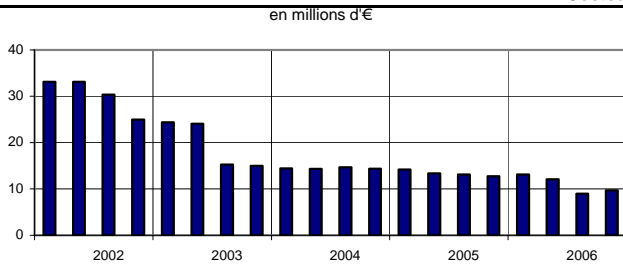
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



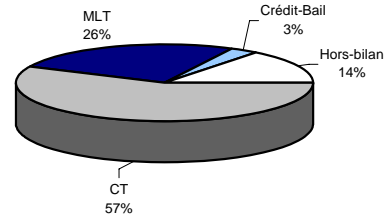
Structure en %



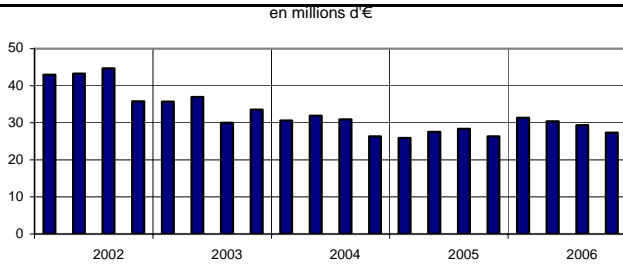
Secteur primaire



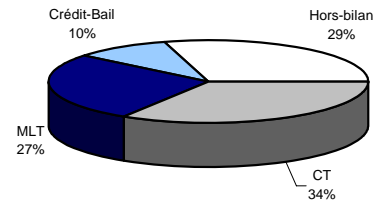
Structure en %



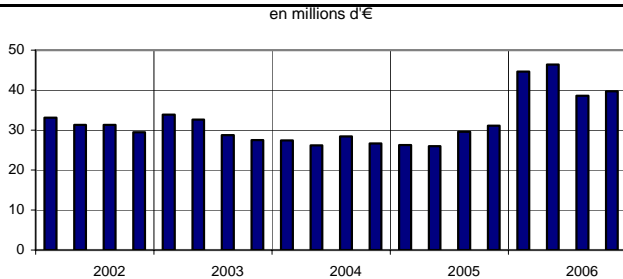
Industrie



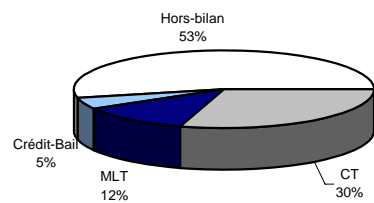
Structure en %



Construction



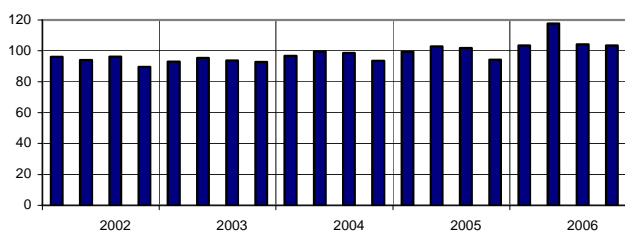
Structure en %



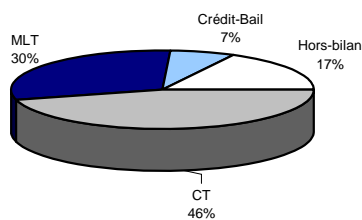
# Conjoncture financière et bancaire

## Commerce

en millions d'€

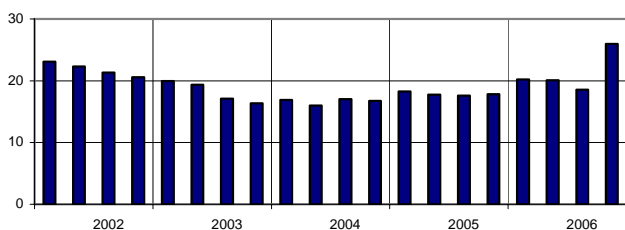


Structure en %

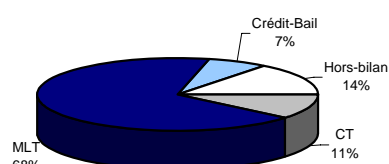


## Transport

en millions d'€

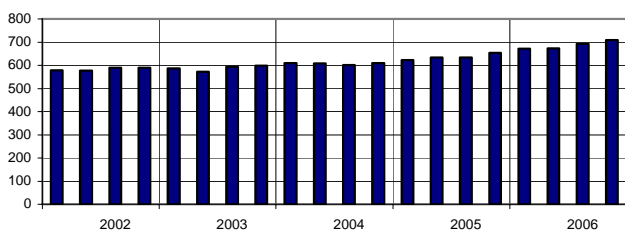


Structure en %

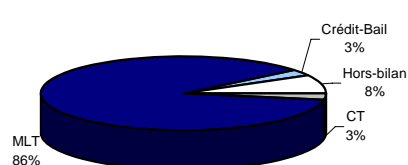


## Activités immobilières

en millions d'€

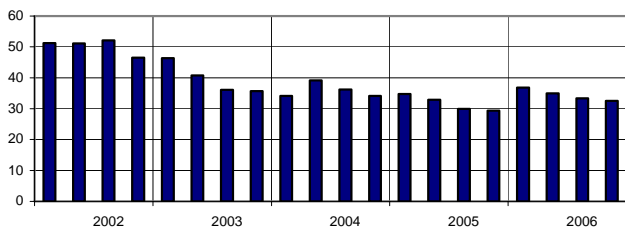


Structure en %

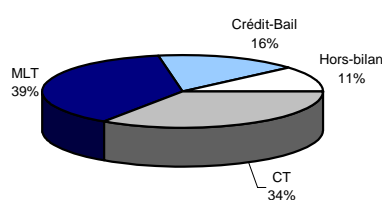


## Services (hors immobilier)

en millions d'€

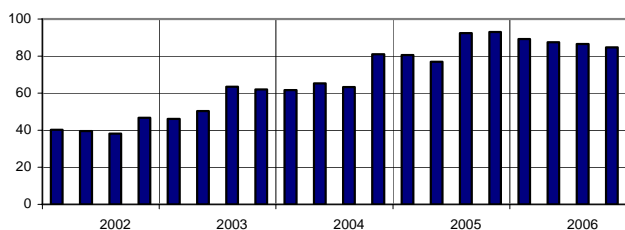


Structure en %

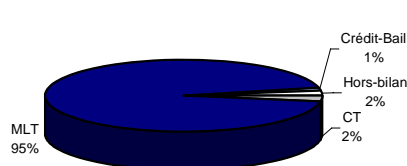


## Santé, action sociale

en millions d'€

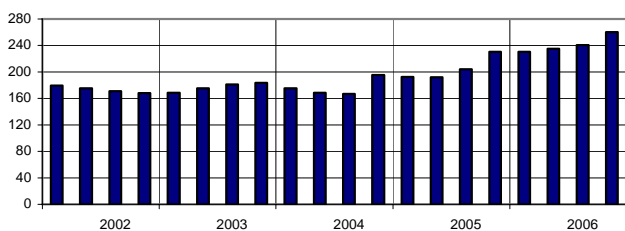


Structure en %

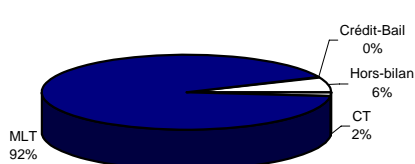


## Administrations publiques

en millions d'€



Structure en %



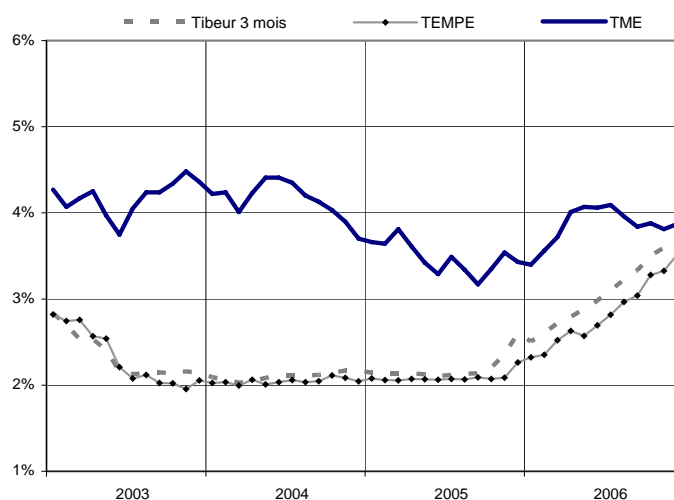
## 6. Rappel des taux

### 6.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/12/06)	3,50%
Taux de la facilité de dépôt (13/12/06)	2,50%
Taux de la facilité de prêt marginal (13/12/06)	4,50%

TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1er août 06)		
Livret A et bleu	Codevi	LEP
2,75%	2,75%	3,75%
PEL*	CEL*	
2,50%	1,75%	
TAUX D'INTERET LEGAL		
ANNEE 2005 (JO du 17/02/05)		2,05%
ANNEE 2006 (JO du 7/02/06)		2,11%

### 6.2 Principaux taux de marché

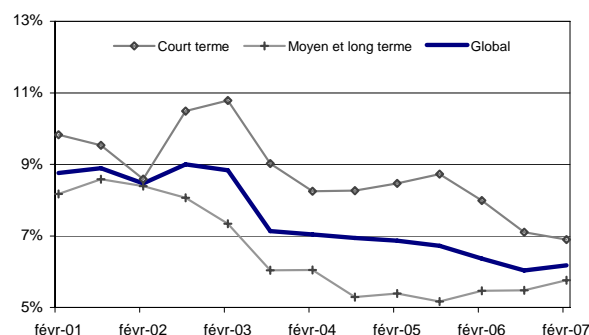


### 6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

Taux moyens pondérés

en %	Août 2005	Fév. 2006	Août 2006	Fév. 2007	Variation en pts	
					6 mois	1 an
Crédits à CT	8,73%	7,99%	7,10%	6,90%	-0,2	-1,09
Crédits à MT et LT	5,17%	5,46%	5,48%	5,76%	0,28	0,30
<b>ENSEMBLE</b>	<b>6,72%</b>	<b>6,37%</b>	<b>6,03%</b>	<b>6,18%</b>	<b>0,15</b>	<b>-0,19</b>

Source : IEDOM Guyane



### 6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (ou TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1er de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996. Calculés trimestriellement, les seuils de l'usure s'appliquent pour une durée de trois mois et sont publiés au journal officiel.

L'article 32 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégorie	Plafonds de l'usure applicables sur la période					
	4T2005	1T2006	2T2006	3T2006	4T2006	1T2007
<b>PARTICULIERS</b> <u>Prêts immobiliers</u> - Prêts à taux fixe - Prêts à taux variable - Prêts relais <u>Autres prêts</u> - Prêts <=1524 €(*) - Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1524 € (*) - Prêts personnels et autres prêts > 1524 €	5,87%	5,72%	5,80%	5,99%	6,16%	6,39%
	5,48%	5,36%	5,48%	5,57%	5,73%	6,12%
	5,72%	5,63%	5,68%	5,81%	6,03%	6,21%
	19,76%	19,67%	20,21%	20,36%	20,53%	20,76%
	17,44%	17,37%	17,81%	18,20%	18,81%	19,07%
	8,33%	7,89%	8,40%	8,48%	8,53%	8,44%
<b>ENTREPRISES</b> - Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament - Prêt d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux fixe - Prêts d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux variable - Découvert en compte (**) - Autres prêts d'une durée initiale inf. ou égale à 2 ans	11,55%	12,35%	13,33%	13,97%	14,00%	14,19%

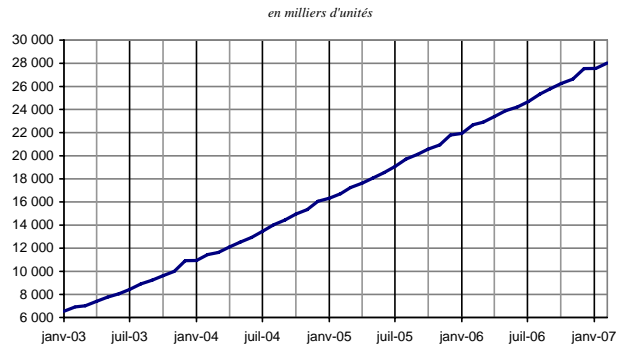
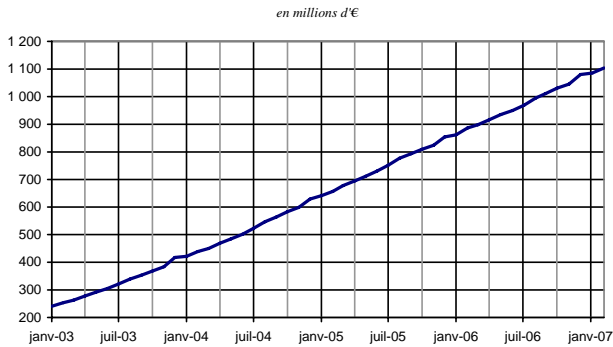
(\*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(\*\*) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

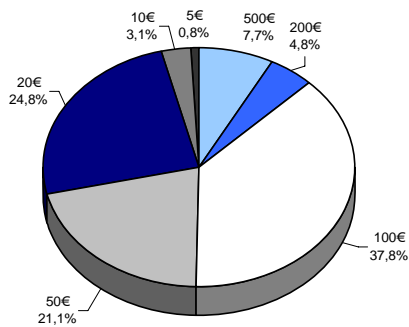
## 7. Monnaie fiduciaire

### 7.1 Emission mensuelle de billets euros

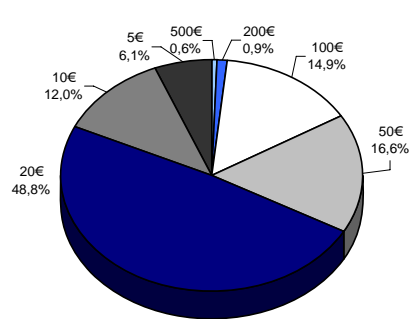
Emissions nettes cumulées de billets



Répartition en valeur

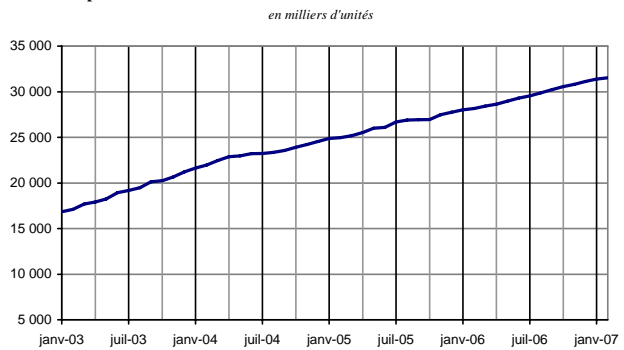
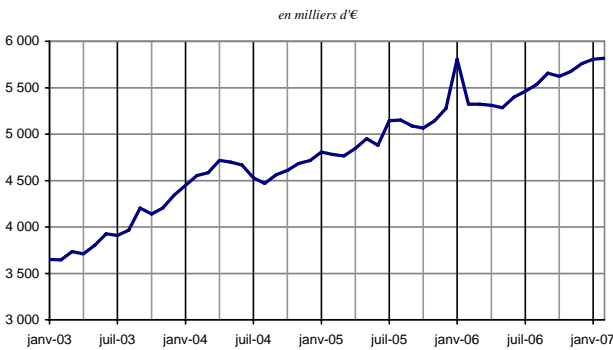


Répartition en volume

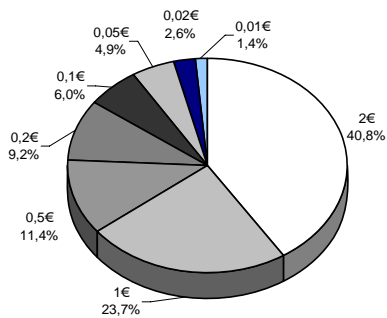


### 7.2 Emission mensuelle de pièces euros

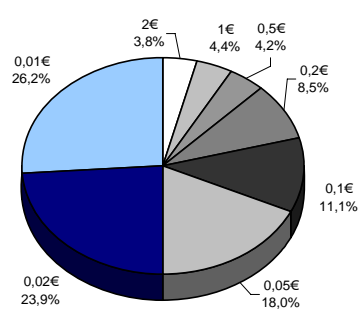
Emissions nettes cumulées de pièces



Répartition en valeur



Répartition en volume



Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Sandra HO-CAN-SUNG

Stéphane ATTALI

Max REMBLIN

**INSTITUT D'EMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**  
**8, rue Christophe Colomb – B.P. 6016 – 97306 Cayenne Cedex**

**Téléphone : 0594.29.36.50 – télécopie : 0594.30.02.76**

**Site Internet : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)**

Directeur de la publication : A. VIENNEY

Responsable de la rédaction : M. REMBLIN

Editeur : IEDOM

Achevé d'imprimer le 22 Mars 2007

Dépôt légal : 22 Mars 2007- n° ISSN : 0296-3116